Assistons-nous à la fin de l'Histoire ?

Partage international nº 17 – Février 1990

Le monde, qui célèbre en ce moment l'effondrement des appareils sclérosés des pays du bloc de l'Est, reste stupéfait par la rapidité des changements intervenus. Plusieurs millions d'individus sont en train de conquérir les droits et la liberté qui auraient dû constituer leur apanage naturel, tandis que le spectre d'une guerre mondiale dévastatrice s'estompe à la lumière des rapprochements croissants entre anciens adversaires.

Le sentiment de joie qui se répand est donc tout à fait justifié. Cependant, dans les chœurs qui glorifient les changements intervenus en Europe de l'Est, pointent également les fausses notes d'un chauvinisme arrogant.

De nombreux commentateurs occidentaux, qui considèrent la chute des régimes communistes en Europe comme une victoire décisive du capitalisme, entonnent aujourd'hui avec satisfaction des hymnes victorieux. Dans un article qui fit sensation, publié dans le magasine américain *The National Interest*, Francis Fukuyama, employé au Département d'État, affirme que la fin de l'histoire a commencé. Le communisme, écrit-il, a échoué en tant qu'idéologie. Désormais et à jamais, le monde entier se dorera à la lumière du soleil capitaliste. On ne saurait, selon Fukuyama, imaginer perspective plus réjouissante. Cependant, estime-t-il, nous nous trouvons également au seuil d'une période morne et sans conflit, dépourvue de toute problématique politique stimulante.

Cette interprétation mérite qu'on s'y attarde, non tant en raison de l'arrogance qui en émane, mais parce qu'elle nous semble constituer, ce que nous nous efforcerons de démontrer, une pure absurdité.

Le communisme n'a pas, il est vrai, relevé les défis des temps modernes, ni comblé aujourd'hui les désirs des peuples. Le capitalisme a en effet réussi à permettre une meilleure utilisation de la créativité individuelle, à tirer le plus grand parti des profits, et à produire une variété presque infinie de biens de consommation. Mais il faudrait être frappé d'aveuglement idéologique pour, sur ces seuls critères, porter le capitalisme au pinacle. Une analyse rapide suffit à dévoiler les maladies que le capitalisme n'a pu guérir, et qu'il n'a d'ailleurs même pas tenté de combattre. Les grandes villes occidentales, avec leurs millions d'habitants, deviennent un peu plus chaque jour le lieu de prédilection du crime et de la drogue. De ce point de vue, ce qui se passe aujourd'hui à Washington, à New York, et de plus en plus à Londres, devrait inciter le monde capitaliste occidental à se ménager une pause de réflexion et à éprouver une certaine honte. L'Amérique Latine, qui a essayé toutes les recettes de la cuisine capitaliste, ne produit pas aujourd'hui l'abondance mais un infâme brouet d'abjecte pauvreté. Des nations entières courent le risque de tomber entre les mains des trafiquants de drogue — une drogue dont semblent avoir besoin ces millions de toxicomanes, citoyens des paradis capitalistes.

Les démocraties occidentales sont peuplées de millions de pauvres, totalement coupés de la société, n'ayant aucun sentiment d'appartenance à une communauté, et qui ont depuis longtemps abandonné tout effort en vue d'influencer les événements par l'exercice de leur droit de vote. Le stress et la peur sont les compagnons quotidiens de nombreux citoyens à l'Est comme à l'Ouest. Des forêts, des jungles, des espèces animales disparaissent rapidement de la surface du globe, essentiellement pour répondre aux exigences de l'Occident. La terre, l'eau et l'air sont pollués et, en retour, menacent notre santé. Et nous devrions nous estimer heureux !

Il ne s'agit pas ici de minimiser les mérites que comporte effectivement le système du marché libre. Mais on serait bien avisé de garder présent à l'esprit ses aspects négatifs, et de ne pas porter de jugement rapide en utilisant le blanc et le noir comme seuls critères. Les événements se déroulant actuellement en Europe de l'Est pourraient inciter à n'attendre que du bien du marché libre et à rejeter le rôle de l'État. Cependant, dans un récent article du *Gardian*, l'économiste John Kenneth Galbraith attire l'attention sur le fait que l'Occident a autant besoin d'un contrôle accru de la part de l'État, que l'URSS de plus de libre entreprise. Mais, pourriez-vous contester, le contrôle étatique et la bureaucratie n'ont-ils pas manifestement échoués ? C'est exact, mais le contrôle de l'État et la bureaucratie ne sont pas nécessairement de même nature que le « gouvernement meilleur, plus efficace et plus humain » tel que le préconise Galbraith.

Même les intégristes de la religion capitaliste ne sauraient entièrement nier l'utilité de l'État. Les inconditionnels de cette religion ne sont-ils pas ceux-là même qui exigent constamment un accroissement du rôle de l'État dans le domaine des dépenses militaires ? Ces mêmes croyants n'exigent-ils pas l'intervention du gouvernement pour secourir les banques et les organismes financiers qui s'effondrent sous le poids de leur propre incompétence ?

Pour eux, le gouvernement devrait jouer un rôle actif de stimulation et de protection des profits. Ce n'est que lorsqu'on aborde le sujet de la redistribution de ces profits, de la levée des impôts, du maintien d'une infrastructure sociale et de la protection de l'environnement, qu'ils affirment que le gouvernement devrait se contenter de jouer les seconds rôles.

Cependant, comme nous l'observons généralement autour de nous, cette stratégie intégriste purement capitaliste, qui en fait ne repose sur aucun fondement, ne rencontre plus les succès que ses partisans voudraient laisser croire. Les États-Unis, champions de la politique de libre concurrence, sont passés en dix ans du pays disposant du plus gros actif, au pays le plus endetté. De même, les succès commerciaux de la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher, basés en partie sur la cession par l'État d'industries auparavant nationalisées, sont mis en question au vu des conditions de vie difficiles de l'Écosse et du Pays de Galles appauvris, des quartiers déshérités de Liverpool et de Manchester, ainsi que de la dégradation des systèmes de santé et d'éducation britanniques.

L'hypothèse selon laquelle les citoyens des pays de l'Europe de l'Est entendent massivement suivre le chemin d'un capitalisme pur et dur constitue une simplification considérable de la réalité. Le désir d'accroître la liberté et la responsabilité de chacun, le souhait de connaître une vie moins difficile et de disposer d'un choix plus étendu de biens matériels, ne signifie aucunement une adhésion automatique au rêve capitaliste. Des millions de personnes, dans le bloc de l'Est, n'ont pas abandonné les idéaux de « *fraternité* » et de « *justice économique* ». En fait, ils espèrent sincèrement que, finalement, ces idéaux seront davantage mis en pratique. Et en plus de cela, ils exigent leur part de liberté. L'écrivain est-allemand Christoph Hein, un des leaders de la révolution est-allemande, l'exprime ainsi : « *Si même ici c'est MacDonalds qui doit remporter la victoire, alors tout aura été vain.* »

Ni le communisme dogmatique, ni le capitalisme pur ne constitueront la structure d'une société idéale. Lorsque tous les pouvoirs sont entre les mains du gouvernement, il en résulte la rigidité, l'inefficacité, la restriction de la liberté et l'étouffement de la créativité. Lorsqu'elle est livrée intégralement aux forces aveugles du marché libre, la société se divise finalement en gagnants et perdants. Le critère du succès, dans une telle société, sera la quantité et la possession plutôt que la qualité de la vie.

Mais d'où nous vient l'idée que la liberté individuelle et la créativité, d'un côté, et l'intérêt du gouvernement et du groupe, de l'autre côté, sont implacablement opposés ? Bien que la perfection ne soit pas de ce monde, l'expérience de quelques démocraties européennes — la Suède, la Norvège et les Pays-Bas, par exemple — ne démontre-t-elle pas, néanmoins, que des caractéristiques valables issues des deux idéologies peuvent-être fusionnées avec succès afin de créer toutes sortes de nouveaux hybrides ? Il se pourrait bien que les Pays de L'Europe de l'Est soient actuellement en train de développer de nouvelles variétés de telles social-démocraties.

Même avec une imagination fertile, on ne saurait constater aujourd'hui l'existence d'une victoire incontournable du capitalisme. Encore moins « *la fin de toute Histoire* ». Peut-être Fukuyama aurait-il dû écrire « *la fin des dogmes* » ou « *la fin des ismes* ». Mais cela signifierait alors le commencement de quelque chose d'absolument sans précédent : une nouvelle époque, une nouvelle histoire comportant de nouveaux buts. Une histoire dans laquelle le politique et l'économique n'auraient pas comme principal but la glorification du profit ni la suprématie de la structure et de l'État. Une histoire, plutôt, dans laquelle le politique et l'économique serviraient un nouveau maître : l'humanité.

Europe de l'Est
Thématiques : politique
Rubrique : Editorial